

14 DECEMBRE 2006 : **UNIS DANS L'ACTION** **TOUS EN GRÈVE**

Les sections départementales FO-TRÉSOR 64 et CGT-TRÉSOR 64 reprennent à leur compte le constat fait par l'ensemble des organisations syndicales nationales du Trésor Public F.O.-C.G.T.-C.F.D.T.-C.F.T.C.-S.U.D.-U.N.S.A., réunies en intersyndicale le 4 décembre 2006, d'une situation particulièrement dégradée dans nos postes et services.

L'annonce des 970 suppressions d'emplois pour 2007 et sa traduction dans les départements au travers de l'O.R.E. (cible de -13,25 pour les Pyrénées-Atlantiques) ne permettent plus aux agents d'exercer correctement leurs missions dans des services déjà fortement amputés par les suppressions antérieures.

Les fermetures de postes comptables en milieu rural (la suppression d'Iholdy est annoncée pour 2007), la spécialisation en milieu urbain, la généralisation de structures dévitalisant les postes comptables (Créations d'Hôtels des Finances programmées à Oloron au 1/9/2007 et à Bayonne en 2008, Centres d'encaissement ...), la mise en place de nouvelles organisations de travail ainsi que les externalisations fragilisent de plus en plus le réseau en l'éloignant encore plus des usagers.

L'investissement incontestable des agents n'a d'égal que le refus persistant d'entendre leurs légitimes revendications.

La dégradation continue de leurs conditions de travail, accentuée par des pressions de plus en plus fortes liées aux objectifs et indicateurs du Contrat Pluriannuel de Performance (C.P.P.) participent à un mal être ressenti par le plus grand nombre.

Face à cette situation de blocage, les organisations syndicales du Trésor public ont décidé d'agir pour obtenir l'ouverture immédiate de réelles négociations avec les Ministres sur les revendications exprimées par les personnels.

Elles exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- l'arrêt des réformes annoncées au C.T.P.M. du 7 juillet 2005 (accueil commun notamment dans le cadre de la création d'Hôtels des Finances...)
- l'arrêt de toutes restructurations de nature à remettre en cause le Réseau de proximité, l'ouverture de réelles discussions sur l'amélioration des conditions de travail (indicateurs C.P.P., culture d'objectifs, management,...)
- l'ouverture de réelles discussions sur les droits et garanties des agents (droit à mutation, temps de travail...)
- l'ouverture de négociations salariales prenant en compte les pertes cumulées du pouvoir d'achat.

C'est pourquoi, et dans le cadre de la semaine d'actions initiée par les Fédérations des Finances, tous les syndicats du Trésor F.O.-C.G.T.-C.F.D.T.-C.F.T.C.-S.U.D.-U.N.S.A. ont décidé d'appeler au boycott de l'ensemble des réunions avec l'administration tant au niveau local que national (C.T.P., C.A.P., groupes de travail) dans la semaine du 11 au 15 décembre 2006.

Les sections départementales FO-TRÉSOR 64 et CGT-TRÉSOR 64 s'associent à cette décision et appellent l'ensemble des agents des Pyrénées-Atlantiques à participer à la journée de grève du 14 décembre 2006 pour exprimer leur colère et leur mécontentement.

RÉAGISSONS MAINTENANT ET MASSIVEMENT !

TOUS EN GRÈVE LE 14 DECEMBRE 2006